

SNTRS



CNRS-INRIA
INSERM-IRD

SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif

Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr

N° 8 du 15 mai 2003

Comptes-Rendus

Sommaire

	pages
Bilan de la journée de grève et de manifestations du 13 mai	2
Compte rendu du CTP du CNRS du 12 mai 2003	4

Le 19 mai

nouveau temps fort de l'action

Grève et manifestations

A l'appel des fédérations de fonctionnaires (CGT – FO – UNSA – FSU – CFTC) et, dans l'Education et la Recherche à l'appel des fédérations FAEN, FERC-CGT, FNEC FP-FO, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education.

Au ministère de la culture l'appel est signé de la CFDT, de la CFTC, de la CGT, de FO, de la FSU, de SUD et de l'UNSA.

Une appel intersyndical recherche – enseignement supérieur est en préparation. Il sera adressé par mel dès qu'il sera prêt.

Ce SNTRS-Info Comptes-Rendus est adressé à Tous ceux qui disposent d'une Adresse Electronique

ACTION 13 MAI ET SUITE (point du 14 mai)

Si vous voulez connaître les chiffres de la participation dans les départements et régions, consultez le site de la CGT : <http://www.cgt.fr/>

Premiers échos (publiés dans l'ordre de leur arrivée au syndicat):

PARIS

250 000 manifestants. Très forte participation dans notre secteur. Il y avait 1500 personnes derrière la banderole du SNTRS.

TOULOUSE

INP : AG 130 personnes - Grève reconductible.

ENSET : Grève - Fermeture par le directeur pour 2 jours

Paul SABATIER : AG 90 personnes - Tract demain pour élargir le mouvement Labo gestion

UPS : Dans notre laboratoire, grande mobilisation du personnel ITA/ITAOS pour cette manif mais pas de chiffre exact.

Toulouse INSERM : A l'image des autres, forte mobilisation à la manif -Au moins 50 personnes ce qui fait 25 % des statutaires, CR et ITA. Très bonne mobilisation SNTRS, et non syndiquées, cette fois-ci mobilisation du SGEN, par contre peu de non statutaires, peu de jeunes.

CHIZE

7000 personnes le 13 à Niort - Inhabituel... succès

BORDEAUX

Pour le seul laboratoire UMR 5543 Effectif 50 personnes tous compris (chercheurs, ITA, IATOS, enseignant, étudiant, CDD) environ 15 personnes à la manif.

INRIA :

20 sous la banderole INRIA hier dans la manif parisienne et sans doute qu'une bonne dizaine d'autres était dans la manif .. peut-être avec le SNTRS/CGT, du jamais vu pour l'INRIA !

MARSEILLE :

Très belle manif - Entre 75000 (police) et 200000 (organiseurs) si on accepte le chiffre de 150000 pour 95, sachant que l'on a piétiné sur place pendant 1h1/2 en bas de la Canebière, le chiffre de 200000 devrait être dépassé. - Après ça, qu'est-ce qu'on fait ?

Forte participation (300 -350 voire davantage selon certains copains) derrière la banderole Recherche (SNTRS CGT - SNCS FSU) Chercheurs davantage présents que le 3 avril. Présence d'administratives de la DR. Nombreux labos présents à 50% (PIIM, GPEC...) pratiquement tous secteurs et toutes catégories représentés.

Préparation, déroulement de l'action et suites :

Groupe des labos de Marseille (GLM)

distribution au restaurant CNRS du 4 pages N°8 spécial retraites du SNTRS - et d'un tract local intersection appelant à la manifestation.

Le 13/5 rassemblement départ collectif avec banderole (40 présents au départ).

Faculté de St Jérôme

distribution (le 12/5)(1000 tracts - tirage insuffisant..) à l'entrée de la Fac (3 militants CGT) et en interne (3 autres militants CGT). Le 14 mai : rencontre intersyndicale SNTRS SNESUP,

(13 présents) décision de se revoir appeler à une AG sur St Jérôme.

Faculté de Luminy

Distribution aux grilles Fac (lundi 12/5) de 7h à 9h30 de 1500 tracts (9 militants, 5 Sntrs + 4 Ferc-Sup) - bon accueil. Réunion militante le même jour (12/5, faible participation à cette réunion, (20 présents) mais disc. intéressante (sur : meilleure clarté dans les esprits sur les dangers des Fonds de pension,

grosse difficulté à rendre crédibles les propositions alternatives de la CGT (faire contribuer le Capital, le chiffre d'affaires, etc. Et aussi : pourquoi curieusement les grands médias soutiennent ils (?) cette journée du 13 mai (pour la banaliser (une grosse manif tous les 5 ans...normal), pour mieux ensuite la minimiser (on attendait 2 millions, ils ne furent que la moitié... ?), est ce que ce n'est pas tout simplement que les médias mesurent mieux que le militant l'impact de ce type de manif (?)

CNRS Aix

Distribution du tract intersyndical, 1 réunion de militants (8 présents) ; A la manif, environ 30 du CNRS Aix. Délégation 12 h à 14 h chez le DR 12 (Mr Le Brun) sur situation à la Médiathèque MMSH.

NICE :

Rien qu'à la délégation sur 48 agents : 27 grévistes déclarés 4 agents en "congés diplomatique", 3 chefs de service sur 5 en grève, le délégué était absent aussi, le service informatique fermé, le service technique et H&S fermé ... Dans les labos les proportions sont à peu près identiques. La manif de Nice a réuni entre 25 et 30000 pour notre plus grande satisfaction. Sur la fac de lettres, l'AG des étudiants, enseignants-chercheurs IATOS a lancé un appel à la grève sur le lieu de travail avec une information dans les cours et les labos sur les méfaits des réformes retraites, enseignement, sécu, régionalisation ... avec une AG quotidienne à 10 H pour décider des actions à mener.

Ici même à l'unité de délégation (UDCA) l'ambiance n'est pas franchement à la reprise nette du travail. On parle, on s'informe, on recherche sur Internet la moindre information, on vient voir les responsables SNTRS-CGT "et alors qu'est-ce qu'on fait maintenant ?" Les mels arrivent de toutes parts "nous on fait une AG pouvez-vous venir ?". Bref la grève n'est pas ouverte mais la reprise n'y est pas ! Une majeure partie du personnel attend le top.

Nous allons présenter au délégué régional un cahier de doléances issu des différentes AG, cela ira de la Formation Permanente à la restauration en passant par l'aménagement des horaires, etc (la liste n'est pas exhaustive).

FAC ORSAY : Près de 500 à la manifestation parisienne. Intersyndicale de ce jour : pour continuer et amplifier la

mobilisation contre ces attaques, nous invitons l'ensemble des personnels de l'Université à participer à une Assemblée Générale le vendredi 16 mai. Nous aborderons les points suivants : la poursuite de l'action pour la défense des retraites, les conséquences du renforcement de l'autonomie des Universités (processus accéléré de décentralisation et de transfert de compétences, désengagement de l'Etat et abandon des services publics)

MEUDON BELLEVUE 1 labo : 20% de présents au labo hier.

POITIERS : Pas de chiffre mais une grande participation à la manifestation des collègues CNRS et ENS SUP, on a même vu des directeurs de laboratoire, dont un qui est vice président de l'université !!!! Pour l'instant pas de mouvement dans la suite de l'action.

GRENOBLE CAMPUS : petite section, on attend les infos pour savoir si lundi il y a appel à la grève. On se revoit demain.

JUSSIEU : AG ce jour pour décider suite.

INSERM CHATENAY MALABRY : 20 personnes (à ma connaissance mais il y en avait peut être plus) parmi le personnel Inserm, CNRS et université du campus de Châtenay - Malabry ont suivi la manif, pour l'instant statu quo sur les suites.

INSERM TOLBIAC : Dans notre service, aujourd'hui, les conséquences du 13 mai ont scindé le personnel en trois catégories : Les personnes qui ont manifesté (donc absence de leur lieu de travail); Les personnes qui le mardi matin se présentant à leur station de bus, gare, etc... ont trouvé porte close et n'ont pu se rendre sur leur lieu de travail ; Les personnes ayant d'autres possibilités de locomotion (voiture, etc...) et qui ont pu (certes avec retard) être présente sur leur lieu de travail. Notre direction nous envoie le message suivant : "Bonjour, Je vous remercie de me communiquer par retour de courrier si votre absence d'hier sera celle d'une demande de congé de régularisation ou bien d'une journée de grève. Je vous remercie de me donner éventuellement votre demande de congé de régularisation dans la journée." Que répondre à ce message qui fait ignorer la deuxième catégorie, pourtant un cas de force majeure manifeste ! Cela nous oblige tous à poser a posteriori une journée de congé pour ne pas voir nos bulletins de paie amputé d'une/d'un trentième du mois. Dans la prochaine diffusion du SNTRS, il faudra clarifier cela car le nombre de personnes renonçant à manifester par crainte que leur maigre salaire soit réduit est important.

GIF SUR YVETTE Une adhérente) : je travaille à Gif (labo), voici les remarques autour de moi : pas mal de personnes n'ont pu se déplacer (manque de moyen/méto/cars insuffisants et problèmes d'organisation) - il y a beaucoup de sympathisants (non syndiqués évidemment) - ne pourrait-on faire circuler des pétitions : ce qui permettrait de montrer l'importance des contestataires qui sont plus nombreux que les manifestants pour ma part, je regrette qu'il n'y ait pas dans les revendications des alternatives de financements (taxes sur les machines qui remplacent les employés-ouvriers-etc ; cotisations sur les bénéficiaires ; il doit y avoir d'autres idées... comme suppressions des retraites cumulées ministres, députés etc..) En effet, on peut avoir

des revendications, si on nous oppose le manque de sous, il faudra bien chercher ailleurs - à mon avis, c'est l'argument principal des polémiques. Bon courage à tous pour défendre la communauté.

LAPP ANNECY : Grève assez suivie 25 collègues (sur 140) ont participé à la manifestation très importante à Annecy - Attendons évolution de la situation pour prendre d'autres initiatives. A noter : directives au chefs de services de pointer les grévistes, ce qui peut être très dissuasif pour certains agents qui ont à cœur de débrayer 2h pour participer à des manifestation futures sans pour autant perdre une journée de salaire. La retenue de 1/30ème pour tout arrêt de travail contrairement au secteur privé ou même aux hospitaliers est un vrai problème d'autant que n'étant pas dans le secteur productif ou des transports le rapport de force que nous développons par la grève ne va guère plus loin que la protestation. Comment ce problème est-il abordé dans d'autres Labos ?

RENNES : Très forte mobilisation hier pour le retrait du plan Fillon, je sors d'une AG qui avait lieu à 13 h à Rennes 1, une cinquantaine de collègues présents, c'est peu par rapport à la mobilisation d'hier, mais c'est un début. L'AG a fait un vote pour la reconduction de la grève demain: pour 22 - contre 11 - abstention 10. Il y aura une manif demain à 14 h place de la mairie à Rennes, et nous avons décidé de faire une AG tous les midi à 13 heures à Rennes 1 pour mobiliser les troupes.

BESANCON : Après une AG intersyndicale locale hier matin à 9h30 la manifestation a regroupé 10 à 15000 personnes. A l'Université l'enseignement n'a pas ou très peu été affecté par ce mouvement. Nous avons une réunion demain à midi avec la FercSup pour décider de nos futures actions car, or les distributions de tracts et d'appels à la grève et à la manifestation, nous n'avons pas organisé d'AG sur le campus. Dans un labo, environ le tiers des statutaires a participé au mouvement auxquels viennent s'ajouter des doctorants et non statutaires.

MONTPELLIER : Grosse manif hier à Montpellier. 50000 manifestants. Une forte délégation de la recherche publique. Derrière la banderole unitaire enseignement recherche il y avait 600 personnes, mais il y en avait ailleurs dans la manifestation qui n'ont pas été comptés. Nous essayons de nous organiser entre les différents organismes, UM1, UM2et3, INRA, CIREAD, IRD, INSERM et CNRS. Nous allons essayer de discuter avec le privé, c'est à dire Sanofi pour les entraîner dans le mouvement.

Une AG trop rapidement convoquée ce matin a réuni une dizaine de personnes. Demain nous distribuons le 4 pages sur les retraites. A 11h il y a une heure d'info syndicale à laquelle nous appelons tous les personnels, à l'UM2. Nous créons une permanence à 13h00 au local syndical pour un point régulier de l'action. Vraisemblablement nous ferons une AG vendredi ou lundi en fonction des résultats de l'entrevue avec le ministre ce soir.

IAS Orsay

L'assemblée générale du personnel de l'IAS, réunie le 14 mai 2003 à l'appel de la section SNTRS-CGT, - considérant que la preuve est faite que ce ne sont pas les journées d'action à répétition qui font reculer le

gouvernement,
- s'adresse de nouveau aux fédérations de la Fonction publique et aux confédérations syndicales pour qu'elles appellent de suite, après la mobilisation du 13 mai, à la grève totale jusqu'au retrait du plan Fillon sur les retraites,
- dans ces conditions, se déclare prête à faire cette grève.
Adopté à l'unanimité des présents.

LYON

Comme partout une forte mobilisation (bonne présence a la manif - mais éclatée -- pas mal de labos désertés - chiffres trop imprécis).

JUSSIEU Paris (le 15.5)

Bonne participation a la manif 100 personnes au départ de Jussieu.

Aujourd'hui AG des militants CGT (20 participants) . Une majorité pense que Thibault est trop en retrait par rapport a ce qui est dans la tête des manifestants. Nous voulons aller dans tous les services avec un tract CGT.

L'AG des personnels avec 150 personnes a été assez vague. SUD et la LCR tentent de phagocytter le mouvement avec un activisme délirant. A l'UFR de chimie réunion avec 25 personnes. Nous nous réunirons tous les jours avec l'idée d'arriver à la grève. Il y a quelques adhésions qui se pointent.



Compte-rendu des séances du 28 avril et 12 mai 2003 du Comité Technique Paritaire du CNRS

Ces séances à caractère exceptionnel du CTP avaient essentiellement pour objet de faire avaliser la modification du mode de scrutin des sections du Comité national : collèges B1 (chargés de recherches) et B2 (maîtres de conférence).

Il est soumis pour avis au CTP le remplacement du scrutin de liste proportionnel à un tour par le scrutin plurinominal majoritaire à deux tours (déjà en vigueur pour les collèges A).

Tous les représentants du personnel ont refusé de siéger le 28 avril.

La déclaration suivante a été faite à l'ouverture de la séance :

"Les représentants du SNCS-FSU, SNTRS-CGT, SNPTES-UNSA, SGEN-CFDT déclarent qu'ils refusent de siéger au CTP du CNRS du 28 avril 2003.

En effet, l'ordre du jour de ce CTP comporte la modification du mode d'élection des représentants du collège B au Comité national de la Recherche Scientifique.

Cette modification n'a fait l'objet d'aucune discussion préalable, ni avec les organisations syndicales, ni avec les sections du comité national.

Nous considérons, de plus, que la modification envisagée va à l'encontre de l'objectif d'un comité national représentatif et indépendant.

En conséquence, nous demandons que :

les projets de texte (décret et arrêté) soumis à la présente séance soient retirés,

le calendrier prévu pour le renouvellement du comité national soit maintenu,

l'élection des représentants du collège B se déroule selon les modalités actuellement en vigueur. "

Le quorum n'étant pas atteint, la séance du 28 avril n'a pas pu se tenir. Une nouvelle séance a été convoquée le 12 mai. Elle pouvait alors se tenir sans quorum.

Compte-tenu de la séance du 12 mai :

Mme BERGER étant retenue par la préparation du G8 à Bristol, la séance du CTP est présidée par le secrétaire général, Jacques BERNARD.

I - Projet de Décret modifiant notamment le mode de scrutin des collèges B des sections du Comité national :

Le SNCS-FSU reprend les arguments développés à l'ouverture de la séance du 28 avril :

- Absence de concertation avec les syndicats et la Conférence des Présidents du Comité national.

- Le scrutin plurinominal n'est pas le meilleur système de représentation (lobbies....),

- Soutient la nécessaire indépendance du Comité national

- Propose d'harmoniser les modes de scrutin en instituant le scrutin de liste pour les collèges A

- Demande le retrait des projets de décret et d'arrêté.

Le SGEN-CFDT dénonce ces modifications qui s'inscrivent dans une campagne contre le syndicalisme fonctionnaire, conteste le fait que l'on ne pourrait être syndicaliste et expert scientifique, demande si les élus C sont une " sous-catégorie " qui pourrait seule être représentée par des élus au scrutin de listes. Le SGEN cite un ancien Directeur scientifique de la chimie, pour qui, seuls les élus syndicaux étaient capables de hauteur de vues.

Pour le SNTRS-CGT, nous avons essayé de savoir qui est l'instigateur de cette forfaiture?

La modification proposée va sans doute à l'encontre d'une représentation collective des personnels.

Or la recherche est collective. Depuis dix ans le CNRS nous explique que l'on ne peut mettre en œuvre une élection des CCR. parce que une élection coûte cher. En instituant un scrutin à deux tours, le CNRS multiplie le coût. Par ces temps de rigueur, ne devrait on pas plutôt envisager un scrutin de liste pour les collèges A ?

Seul, le SNIRS-CGC annonce qu'il s'abstiendra, au nom de la liberté de choix des électeurs.

De la discussion, l'ensemble des représentants des personnels fait ressortir que seul le scrutin de liste est une garantie du pluralisme et que le scrutin plurinominal favorise le lobby le mieux organisé (quelqu'il soit).

Nous n'avons pas vraiment réussi à connaître la genèse de cette forfaiture. Le secrétaire général du CNRS finit par dire

qu'un tel texte ne pouvait être présenté au CTP sans un commun accord entre le Ministère et la direction du CNRS, et que "en ce qui concerne l'expert désigné par voie élective, pour la compétence scientifique, la déclaration individuelle avait été estimée plus pertinente que la déclaration collective".

Avis du CTP sur le projet de décret :

Contre 9 (SNTRS-CGT, SGEN-CFDT, SNCS-FEN, SNPTES-UNSA) ; Abstention : 1 (SNIRS-CGC) ; Pour : 10 (Administration).

C'est beau le paritarisme !

II - Arrêté modifiant l'arrêté du 5 janvier 1995 portant organisation des élections pour le renouvellement des sections du Comité national :

Ce Projet d'arrêté est dans la logique du décret précédent.

Il est aussi proposé un bureau de la commission électorale.

Avis du CTP sur le projet d'arrêté : vote identique à celui ci-dessus sur le projet de décret.

III - Avis sur la procédure à mettre en place pour le suivi des fonctionnaires stagiaires ITA au CNRS (point traité en fait en début de la séance du 12 mai) :

Le bon déroulement du stage conditionne largement la réussite de l'insertion professionnelle du futur ITA titulaire.

En 2002, les CAP ont examiné :

- 15 demandes de prolongation de stage (dont 4 pour des CDD handicap)
- 9 demandes de licenciement en fin de stage (dont 2 CDD handicap)

La procédure proposée tente de répondre à plusieurs préoccupations :

- harmoniser les pratiques déjà existantes en les formalisant et en leur donnant un caractère obligatoire,
- faciliter la sensibilisation et l'implication des directeurs d'unité dans le suivi de leur nouvel agent en leur fournissant des points de rencontres obligés et une formalisation de leurs avis et de leurs attentes
- permettre aux équipes des services de personnel et des ressources humaines d'accompagner au mieux le stagiaire dans son intégration à son poste de travail et au CNRS
- permettre aux membres des CAP de disposer de documents de suivi normalisés et d'accomplir ainsi au mieux leurs missions au service des agents et de l'organisme.

Cette procédure serait mise en œuvre pour les lauréats des concours 2003 et étendue aux personnels handicapés.

Concrètement, il est proposé trois étapes clés obligatoires :

- a) l'accueil par le directeur de labo, la délégation régionale, avec une fiche de prise de poste (dans un délai de 8 jours après la prise de fonction du stagiaire)
- b) un entretien et un rapport du stage à mi-parcours (5 mois)
- c) un entretien et un rapport de fin de stage (à 10 mois)

La démarche répond à une attente de tous les syndicats.

La CFDT demande que le conseil de labo soit informé obligatoirement à mi-parcours et que l'élu C du Comité

national du concours de recrutement soit destinataire du rapport à mi-parcours.

Pour le SNTRS-CGT, le projet de suivi recueille notre accord, mais nous mettons en garde sur le fait qu'il ne peut seulement s'agir d'un rapport en plus. Nous soutenons les deux propositions de la CFDT. Nous estimons qu'il convient de s'interroger sur les raisons conduisant à l'échec de certains recrutements (mauvais profilage, niveau de qualification inadapté...)

Nous souhaitons que dès l'accueil les moyens mis à disposition du stagiaire soient mieux définis, ainsi que l'environnement professionnel, les besoins en formation et les formations à suivre.

Certains ITA travaillent en équipe (autre ITA, jeune chercheur...), d'autres sont un peu seuls et hésitent à déranger leur responsable hiérarchique.

Nous nous interrogeons sur l'opportunité d'attribuer un tuteur professionnel au jeune ITA à qui il puisse se référer en permanence, comme cela peut se faire dans d'autres pays.

Nous pensons aussi que le CNRS devrait généraliser la pratique d'une visite d'environ une heure du Responsable SPRH sur le lieu de travail de chaque stagiaire ITA à mi-parcours. Cette démarche serait bénéfique aux agents et aussi au Responsable SPRH pour un meilleur profilage des postes ouverts à concours.

Le SNPTES soutient notre proposition de tutorat. Le SNIRS-CGC insiste à son tour sur l'environnement technique et humain à prendre en compte au moment des modalités de concours.

Le CNRS n'est pas favorable au suivi du stagiaire par l'élu C. Il va réfléchir aux divers aspects, juridiques et de confidentialité, pour la transmission automatique du rapport à mi-parcours au CL (le secrétaire général envisage la saisie du CL seulement en cas de problème).

Pour le CNRS, l'idée de tutorat à intérieur du labo est envisageable (le secrétaire général du CNRS préfère le terme de "référént")

Avis sur le projet de procédure de suivi des stagiaires ITA : Pour : unanimité.

IV - Questions diverses :

a) point sur les concours SAPIN :

Les inscriptions sont closes depuis le 6 mai : Bilan partiel des candidatures dans 16 DR sur 18 : 85 candidats. On sait déjà qu'il y a plusieurs postes sans candidat !

b) procédure de mobilité chercheurs : le SNCS craint une déstabilisation des laboratoires

c) calendrier :

- réunion CNRS-syndicats le 26 mai

- prochain CTP CNRS le 12 juin (préparation syndicale le 5 juin).

Les représentants du SNTRS-CGT au CTP du 12 mai 2003 :

Bernard BLANC, Jacques MILLET